



# Prix du gaz naturel en France et dans l'Union européenne en 2024

JUILLET 2025

En 2024, le prix moyen toutes taxes comprises du gaz naturel facturé aux ménages français s'élève à 130 €/MWh PCS (pouvoir calorifique supérieur), en hausse de 13,4 %. Le prix du gaz naturel pour les ménages français est supérieur de 14 % à la moyenne des prix de l'Union européenne.

Pour les entreprises, le prix hors TVA du gaz est en nette baisse en 2024 (- 18,2 %, à 65 €/MWh PCS), après deux années marquées par de fortes hausses (+ 67 % entre 2021 et 2022 et + 14 % entre 2022 et 2023). Le prix du gaz pour les entreprises reste toutefois l'un des plus élevés parmi les pays de l'Union européenne.

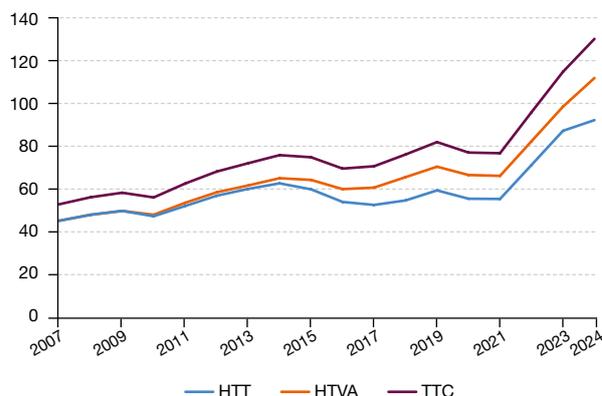
## LE PRIX MOYEN DU GAZ NATUREL SUR LE MARCHÉ RÉSIDENTIEL FRANÇAIS AUGMENTE DE 13,4 %

En 2024, le prix moyen toutes taxes comprises (TTC) du gaz naturel sur le marché résidentiel<sup>1</sup> en France s'élève à 130,3 €/MWh PCS, soit une hausse de 13,4 % par rapport à 2023 (graphique 1), un rythme nettement supérieur à l'évolution des prix à la consommation en 2024 (+ 2,0 %). Depuis 2021, dans un contexte de crise énergétique, le prix du gaz pour les ménages a augmenté en moyenne de 19,3 % par an, contre 4,0 % par an pour les prix à la consommation, un rythme beaucoup plus soutenu que lors de la décennie précédente. De 2010 à 2020, le prix du gaz pour les ménages progressait de 3,2 % par an, contre 1,0 % pour les prix à la consommation.

Le prix HTT (92 €/MWh PCS) du gaz naturel augmente de 5,7 % en 2024 (portant la hausse à + 67 % par rapport à 2021). La composante « fourniture » (64 €/MWh PCS) représente 69 % du prix HTT (graphique 2). Celle-ci est principalement constituée des coûts d'approvisionnement et de commercialisation, mais aussi des coûts du stockage et des certificats d'économie d'énergie. La part complémentaire, qui s'élève à 29 €/MWh PCS, correspond au coût d'acheminement. Ce coût inclut l'utilisation du réseau de distribution, payée via l'accès des tiers aux réseaux de distribution (ATRD), pour 23 €/MWh, et celle du réseau de transport, payée via l'accès des tiers aux réseaux de transport (ATRT), pour 6 €/MWh. L'augmentation du prix HTT en 2024

## Graphique 1 : évolution du prix du gaz naturel pour les ménages en France

En €/MWh PCS (euros courants)



Note : HTT = prix hors toutes taxes ; HTVA = prix hors TVA ; TTC = prix toutes taxes comprises. Le prix n'inclut pas le chèque énergie.

Source : SDES, enquête Transparence des prix du gaz et de l'électricité

s'explique par les hausses de 3 €/MWh de la composante « fourniture » et de 2 €/MWh des coûts d'acheminement.

Les taxes hors TVA payées par les ménages représentent 19,7 €/MWh PCS en 2024, contre 11,2 €/MWh PCS en 2023. Elles sont constituées à 83 % de l'accise sur le gaz, dénommée taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel (TICGN) jusqu'en 2021. Cette accise est passée de 8,37 €/MWh PCS en 2023 à 16,37 €/MWh PCS au 1<sup>er</sup> janvier 2024 afin de réduire le différentiel entre les taux de l'accise sur l'électricité et ceux de l'accise sur le gaz dans un objectif de cohérence de la politique environnementale du Gouvernement. Les 17 % restants sont constitués de la contribution tarifaire d'acheminement (CTA), qui s'élève en moyenne à 3,3 €/MWh PCS en 2024. Cette dernière augmente de 0,4 €/MWh PCS. Au total, les taxes hors TVA augmentent de 75 % en 2024.

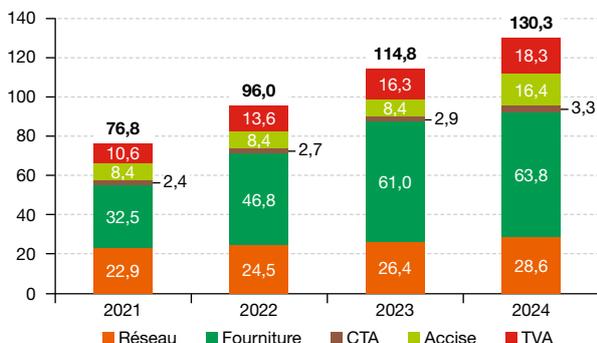
La TVA, qui s'applique au taux normal sur la part variable du prix HTVA et au taux réduit de 5,5 % sur sa part fixe (abonnement et CTA), représente 18,3 €/MWh PCS, soit

<sup>1</sup> Le prix du gaz pour les ménages en copropriété avec chauffage collectif est comptabilisé dans le prix payé par les entreprises, les chaufferies collectives étant ici classées dans le non-résidentiel.

## Prix du gaz naturel en France et dans l'Union européenne en 2024

**Graphique 2 : décomposition du prix TTC du gaz naturel pour les ménages en France entre 2021 et 2024**

En €/MWh PCS (euros courants)



Note : CTA = contribution tarifaire d'acheminement. Le prix n'inclut pas le chèque énergie.

Source : SDES, enquête Transparence des prix du gaz et de l'électricité

14 % du prix TTC. Elle augmente de 2,0 €/MWh PCS en raison de la progression du prix HTVA.

Le bouclier tarifaire qui était en vigueur jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2023 n'a plus d'effet sur les prix du gaz naturel pour les ménages depuis cette date. De plus, les tarifs réglementés de vente de gaz (TRVg) ont été supprimés le 30 juin 2023. Un prix repère de vente de gaz naturel à destination des clients résidentiels est publié mensuellement, depuis cette date, par la Commission de régulation de l'énergie (CRE) afin de fournir un moyen de comparaison aux consommateurs de gaz naturel pour le choix d'une offre de marché.

En 2024, seul le bouclier tarifaire à destination de l'habitat collectif a été maintenu. Les ménages de ces logements sociaux ont ainsi pu limiter la hausse de leurs charges de chauffage. Ces aides ne sont pas incluses dans les prix détaillés ici.

Le dispositif du chèque énergie a par ailleurs permis aux ménages les plus modestes d'alléger leur facture d'énergie. 5,2 millions de chèques ont été utilisés en 2024, toutes énergies confondues, pour un montant moyen de 149 € par chèque. Le nombre de chèques utilisés est en

très forte diminution par rapport à 2023 (12 millions de chèques pour un montant moyen de 138 €). En effet, la majorité des chèques exceptionnels – toutes campagnes confondues – émis en 2022 et 2023 pour aider les ménages modestes à faire face à la crise énergétique ont très majoritairement été utilisés en 2023. Cette aide n'est pas prise en compte dans les données sur les prix présentées dans la publication.

### LE PRIX DU GAZ NATUREL POUR LES MÉNAGES FRANÇAIS EST AU-DESSUS DE LA MOYENNE EUROPÉENNE

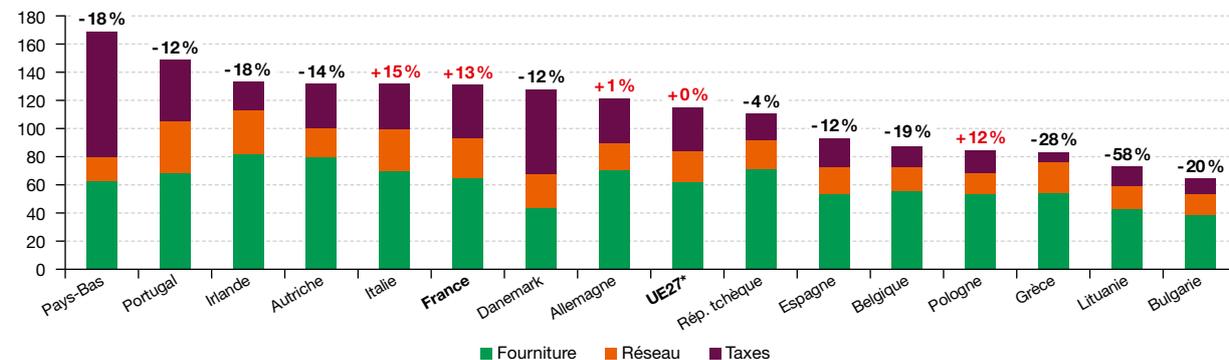
En 2024, le prix TTC du gaz naturel pour les ménages est stable en moyenne dans l'Union européenne (UE) et s'élève à 115 €/MWh PCS. Les évolutions sont toutefois très différenciées selon les pays. Alors que de nombreux pays connaissent une baisse des prix en 2024 après les hausses inédites des années 2022 et 2023 (Lituanie (- 58 %), Grèce (- 28 %) et Bulgarie (- 20 %) pour les baisses les plus marquées), d'autres pays connaissent des hausses. C'est notamment le cas de la France, mais aussi de l'Italie (+ 15 %) et de la Pologne (+ 12 %) - (graphique 3). En 2024, le prix moyen en France se situe 14 % au-dessus de la moyenne de l'UE<sup>2</sup>, retrouvant un écart comparable à celui observé avant la crise énergétique (+ 14 % au-dessus de la moyenne européenne en 2020 et + 19 % en 2019).

### LE PRIX MOYEN PAYÉ PAR LES ENTREPRISES FRANÇAISES BAISSÉ DE 18,2 %

En 2024, le prix moyen hors TVA du gaz naturel payé par les entreprises s'élève à 64,7 €/MWh PCS, en baisse de 18,2 % par rapport à 2023 (graphique 4). Il retrouve un niveau légèrement inférieur aux prix de 2022 mais reste toujours 55 % au-dessus des niveaux de 2021. Entre 2020 et 2023, les prix du gaz pour les entreprises françaises ont connu de très fortes hausses, dans un contexte de reprise économique après la crise sanitaire puis de guerre en Ukraine et restrictions d'exportation de la Russie : + 33,2 % en 2021

**Graphique 3 : prix TTC du gaz naturel pour les ménages dans l'Union européenne en 2024**

En €/MWh PCS (euros courants)



\* Union européenne à 27 États.

Lecture : en UE27, en 2024, le prix du gaz à usage domestique s'élève à 115 €/MWh TTC, se décomposant en 61 €/MWh pour la fourniture, 22 €/MWh pour le réseau et 32 €/MWh pour les taxes. Le prix est stable entre 2022 et 2023.

Note : pour la France, le prix n'inclut pas le chèque énergie.

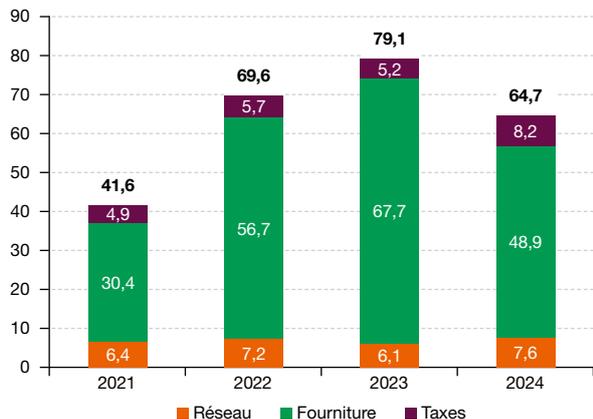
Sources : SDES, enquête Transparence des prix du gaz et de l'électricité ; Eurostat

<sup>2</sup> Au moment de la rédaction, les données de la Suède ne sont pas disponibles. La Suède est généralement le pays dont le prix du gaz naturel est le plus élevé de l'Union européenne.

## Prix du gaz naturel en France et dans l'Union européenne en 2024

**Graphique 4 : décomposition du prix hors TVA du gaz naturel pour les entreprises en France entre 2021 et 2024**

En €/MWh PCS (euros courants)



Note : le prix n'inclut pas les aides en faveur de l'habitat collectif. Les taxes comprennent l'accise sur le gaz et la contribution tarifaire d'acheminement (CTA).

Avertissement : les prix pour la tranche de consommation I5 en 2023 ont été révisés à la hausse du fait d'un problème détecté dans les déclarations à l'enquête. Les chiffres 2023 ne sont donc pas comparables à ceux diffusés dans la publication précédente.

Source : SDES, enquête Transparence des prix du gaz et de l'électricité

et + 67,3 % en 2022. Après une hausse des prix plus modérée en 2023 (+ 13,6 %), les prix diminuent en 2024 pour la première fois depuis 2021.

La composante « fourniture » explique l'intégralité de la baisse des prix en 2024. Constituée des coûts d'approvisionnement, de commercialisation et de stockage, elle passe en moyenne de 67,7 €/MWh PCS à 48,9 €/MWh PCS entre 2023 et 2024, soit une baisse de 27,8 %.

La fiscalité est en revanche en hausse, passant de 5,2 €/MWh PCS en 2023 à 8,2 €/MWh PCS en 2024, soit une augmentation de 58 %. En effet, le tarif plein de l'accise sur le gaz naturel est passé de 8,37 €/MWh PCS en 2023 à 16,37 €/MWh PCS en 2024. Cependant, cette augmentation du niveau moyen des taxes hors TVA masque des disparités selon le niveau de consommation. Les hausses sont plus fortes pour les entreprises qui consomment peu de gaz, les entreprises grosses consommatrices bénéficiant d'exonération totale ou partielle de l'accise sur le gaz.

Avec 7,6 €/MWh PCS en 2024, les coûts d'utilisation des réseaux de transport et de distribution (composante « réseau ») augmentent de 24,4 % par rapport à 2023.

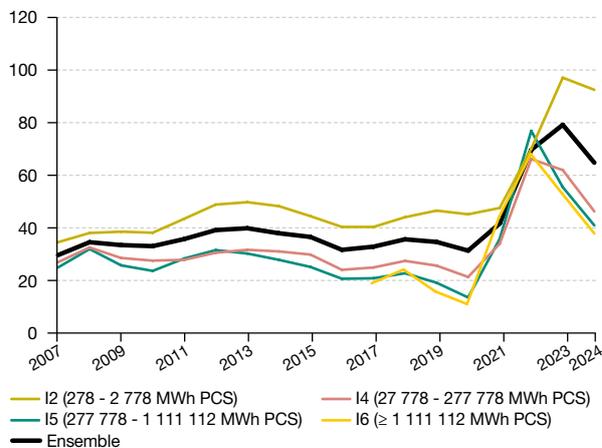
### LA BAISSÉ DU PRIX DU GAZ BÉNÉFICIE À TOUTES LES ENTREPRISES, QUEL QUE SOIT LE VOLUME CONSOMMÉ

Jusqu'en 2020, le prix du gaz non résidentiel hors TVA était fortement dégressif. Les entreprises les plus consommatrices, qui ont davantage de pouvoir de négociation vis-à-vis des fournisseurs et des tarifs réduits, voire des exonérations sur l'accise, bénéficiaient de prix plus bas. Ces entreprises sont toutefois plus sensibles aux évolutions des prix sur les marchés de gros que les entreprises les moins consommatrices qui ont, pour certaines, des contrats à prix fixe sur des temps plus longs. Au plus fort de la crise énergétique, les entreprises grandes

consommatrices ont donc subi des hausses de prix plus importantes, conduisant à une convergence des prix par tranche de consommation en 2021 et 2022 (graphique 5). En 2023, le prix du gaz naturel est redevenu décroissant en fonction du volume consommé. En effet, les entreprises grandes consommatrices ont fortement bénéficié de la baisse des prix sur les marchés de gros alors que le prix du gaz naturel continuait d'augmenter pour les entreprises les moins consommatrices (tranche I2). En 2024, l'ensemble des entreprises voient leur prix baisser mais le prix du gaz naturel baisse davantage pour les gros consommateurs que pour les petits, en raison notamment de l'augmentation de la fiscalité pour ces derniers. La baisse n'est ainsi que de 5 % pour la tranche de consommation I2 (entreprises consommant de 278 à 2 778 MWh PCS), à 92,4 €/MWh PCS, mais atteint 25 %, à 46,2 €/MWh PCS pour la tranche de consommation I4, 26 %, à 40,9 €/MWh PCS pour la tranche de consommation I5 et 28 %, à 37,8 €/MWh PCS pour la tranche de consommation I6.

**Graphique 5 : évolution du prix hors TVA du gaz naturel pour les entreprises en France par niveau de consommation**

En €/MWh PCS (euros courants)



Note : les clients non résidentiels sont répartis suivant des tranches de consommation annuelle I1 à I6, définies par le règlement européen sur la transparence des prix du gaz et de l'électricité. Le prix n'inclut pas les aides en faveur des TPE, des petites collectivités et de l'habitat collectif. Avertissement : les prix pour la tranche de consommation I5 en 2023 ont été révisés à la hausse.

Source : SDES, enquête Transparence des prix du gaz et de l'électricité

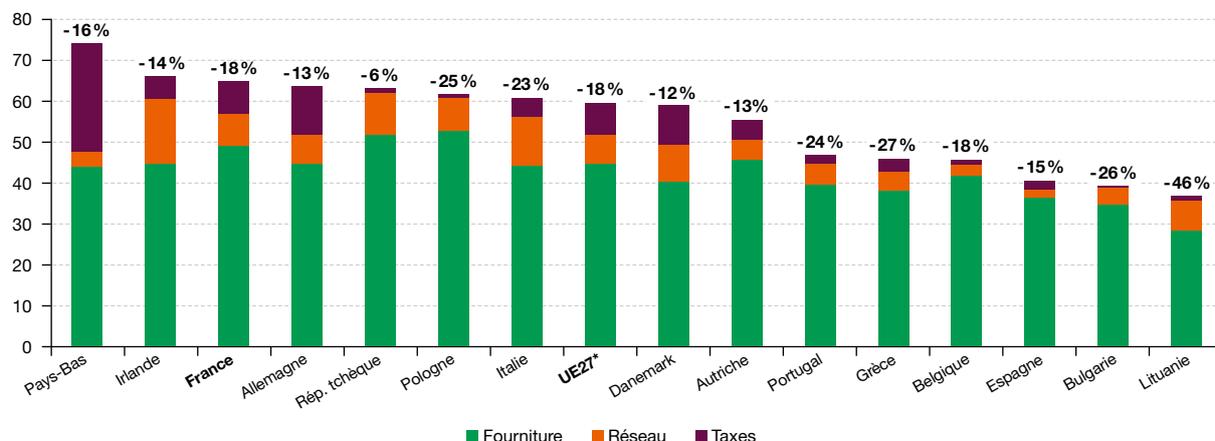
### LE PRIX DU GAZ POUR LES ENTREPRISES DIMINUE DANS TOUTE L'UNION EUROPÉENNE

Entre 2023 et 2024, le prix hors TVA du gaz naturel pour les entreprises diminue dans l'ensemble des pays de l'UE. La baisse est de 18 % en moyenne dans l'UE, à 59,4 €/MWh PCS, tirée par la baisse de la composante fourniture qui est passée en un an de 59 à 44,3 €/MWh PCS en moyenne dans l'UE. Dans le même temps, le niveau moyen des taxes progresse légèrement, de 6,4 à 8,0 €/MWh PCS entre 2023 et 2024.

Alors qu'en 2022 les entreprises françaises bénéficiaient d'un prix inférieur de 11 % à la moyenne de l'Union européenne, elles paient en 2024 un prix supérieur de 9 % à cette moyenne, retrouvant ainsi une position plus conforme à la situation qui prévalait avant la crise énergétique

## Graphique 6 : prix hors TVA du gaz naturel pour les entreprises dans l'Union européenne en 2024

En €/MWh PCS (euros courants)



\* Union européenne à 27 États.

Lecture : dans l'UE27, en 2024, le prix du gaz dans les secteurs non résidentiels s'élève à 59 €/MWh HTVA, se décomposant en 44 €/MWh pour la fourniture, 7 €/MWh pour le réseau et 8 €/MWh pour les taxes. Le prix a diminué de 18 % entre 2023 et 2024.

Note : pour la France, le prix n'inclut pas les aides en faveur de l'habitat collectif.

Sources : SDES, enquête Transparence des prix du gaz et de l'électricité ; Eurostat

(graphique 6). Seuls quatre pays de l'UE ont un prix plus élevé : les Pays-Bas, la Finlande, l'Irlande et la Slovaquie<sup>3</sup>. Les entreprises lituaniennes (36,7 €/MWh PCS), bulgares (39,2 €/MWh PCS) et espagnoles (40,4 €/MWh PCS) bénéficient des prix du gaz les plus faibles.

### MÉTHODOLOGIE

Les données proviennent de l'enquête semestrielle sur les prix de l'électricité et du gaz menée par le service des données et études statistiques (SDES), ainsi que d'enquêtes similaires conduites dans les autres États membres de l'Union européenne, en application du règlement n° 2016/1952 sur les statistiques européennes concernant les prix du gaz et de l'électricité. Le champ géographique de l'enquête française est la France entière. La méthodologie de l'enquête est disponible sur le [site internet du SDES](#).

Eurostat publie les résultats compilés pour tous les pays de l'UE sur son site [ec.europa.eu/eurostat/web/energy/data/database](https://ec.europa.eu/eurostat/web/energy/data/database), ainsi que des données annuelles complètes à partir de 2019.

Les chaufferies collectives d'immeubles résidentiels sont classées dans le champ non résidentiel, ce qui constitue une différence avec la publication du *Bilan énergétique de la France* et explique les écarts de prix entre ces deux publications pour le secteur résidentiel.

Pour tout complément d'information sur les traitements effectués, consulter la notice méthodologique disponible sur le [site internet du SDES](#).

Étienne JEZIORO, SDES

<sup>3</sup> Au moment de la rédaction, les données de la Suède ne sont pas disponibles. La Suède est généralement le pays dont le prix du gaz naturel est le plus élevé de l'Union européenne.

Dépôt légal : juillet 2025  
ISSN : 2557-8510 (en ligne)

Directrice de publication : Béatrice Sédillot  
Coordination éditoriale : Amélie Glorieux-Freminet  
Maquettage et réalisation : Agence Efil, Tours

## Commissariat général au développement durable

Service des données et études statistiques (SDES)

Sous-direction des statistiques de l'énergie

Tour Séquoia - 92055 La Défense cedex

Courriel : [diffusion.sdes.cgdd@developpement-durable.gouv.fr](mailto:diffusion.sdes.cgdd@developpement-durable.gouv.fr)

[www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr)